

Article 22 du Règlement

On peut lire dans le journal *Les Affaires* du 31 août un compte rendu détaillé de l'impression des gens d'affaires sur le gouvernement actuel, une analyse fort positive.

Aussi, à la suite du dépôt du rapport Macdonald, les citoyens du Canada sont en mesure d'entreprendre une grande réflexion collective quant à leur avenir national car, nous devons l'admettre, cette commission peint avec force et vérité les choix qui s'offrent aux Canadiens.

Voici une opportunité qui permettra aux élus de modifier la face du Canada et de redéfinir ses nouvelles frontières sociales, industrielles et mêmes nationales. Les nouvelles ententes commerciales avec notre voisin du Sud, la refonte des programmes sociaux et la place du Québec dans le Canada sont des éléments qui méritent une réflexion sérieuse, honnête et profonde.

L'avenir du Canada repose dans sa capacité à réagir vite aux changements. Le dynamisme de notre nation déterminera sa survie.

* * *

LES PÊCHES

L'AVENIR DE LA PÊCHE AU HARENG DANS LA CIRCONSCRIPTION DE GLOUCESTER

M. Roger Clinch (Gloucester): Monsieur le Président, les deux dernières semaines ont été marquées par des événements importants au sein de l'industrie de la pêche au hareng dans la circonscription de Gloucester. L'avenir de l'industrie est menacé.

Durant cette période de temps, j'ai eu l'occasion de rencontrer des agents du ministère des Pêches et Océans, ainsi que des représentants des producteurs, travailleurs d'usines et pêcheurs de ma circonscription.

Le désaccord qui existe entre les biologistes du ministère des Pêches et Océans et les pêcheurs est à la source de la crise qui sévit présentement dans le golfe Saint-Laurent.

Les contingents déterminés l'an dernier devaient permettre la pêche pour une période de trois mois. Ces contingents furent, cependant, pêchés en dedans de huit jours seulement.

Si 8,000 tonnes métriques peuvent être prises par les pêcheurs côtiers en dedans de huit jours, nous faudrait-il mettre en doute l'exactitude des données fournies par les biologistes?

Les pêcheurs ayant au-delà de 20 ans d'expérience nous disent qu'il y a suffisamment de hareng pour permettre de pêcher le double du contingent cette année.

J'incite le ministre à reconsidérer sa décision de ne pas augmenter le contingent dans l'intérêt des gens qui dépendent de cette pêche pour vivre. L'étendue de ce problème affecte non seulement les pêcheurs qui seront incapables de vendre leurs prises l'an prochain, mais également les producteurs qui auront déjà perdu leurs marchés.

Je m'en voudrais de terminer sans souligner l'erreur que nous commettrions en ignorant les revendications de mes commettants. Je demanderais donc au ministre de revoir les données et de rendre accessible aux pêcheurs ce dont ils ont besoin pour survivre.

L'AGRICULTURE

ON INVITE LE MINISTRE À SE DISSOCIER DU RAPPORT PROVENANT D'ENVIRONNEMENT CANADA

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, j'invite le ministre de l'Agriculture du Canada (M. Wise) à se dissocier totalement du rapport provenant d'Environnement Canada intitulé: «L'impact sur les terres du programme de sortie de drainage municipal établi dans le cadre de l'entente auxiliaire Canada-Ontario pour l'est de l'Ontario: une première évaluation».

[Traduction]

Le rapport attaque de front les agriculteurs de l'est de l'Ontario qui ont demandé de l'aide financière, de même que les municipalités qui ont administré les sommes en cause. On dirait que ses auteurs ont entrepris leur étude avec des idées préconçues. Les agriculteurs de cette région, qui n'ont peut-être même pas été consultés, n'acceptent pas ces conclusions.

L'est de l'Ontario a toujours tiré de l'arrière par rapport au reste de la province, mais, grâce à des programmes comme celui que j'ai mentionné, on a pu améliorer les sols. Ces agriculteurs ont encore besoin d'aide pour faire concurrence à ceux d'autres régions.

J'invite mes collègues, en particulier le député de Stormont-Dundas (M. Warner), la députée de Leeds-Grenville (M^{me} Cossitt), le député d'Ottawa-Carleton (M. Turner), le député de Nepean-Carleton (M. Tupper) et le député de Lanark-Renfrew-Carleton (M. Dick) à se joindre à moi pour condamner ce rapport.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, dans sa conférence de presse de ce matin, le premier ministre (M. Mulroney) s'est, une fois de plus, montré fort peu loquace à propos des négociations sur le libre-échange avec les États-Unis. Il a encore refusé de dire comment on considérerait l'agriculture. Il n'a pas voulu non plus, cette semaine, faire de déclaration publique sur ses projets en matière de libre-échange, bien qu'il ait promis de donner un préavis de six mois.

Pourquoi agit-il ainsi? Il s'agit d'une stratégie politique délibérée qu'expliquent les documents secrets qui ont été dévoilés hier. D'après ces documents, «il est probable que plus on parlera de cette question, moins le public l'appuiera». On peut y lire encore: «Le résultat réaliste d'un programme de communication bien réalisé serait une bienveillante indifférence de la part de la majorité des Canadiens».